

Infos Palestine n°46

18 avril 2014



ÉDITO

Le "plan Kerry" : un "plan de paix" au parrain impartial ?

Entre les soubresauts des mutations dans plusieurs pays arabes et l'impasse cauchemardesque en Syrie, la question de Palestine a quitté le premier plan des préoccupations des politiques et des médias. Pourtant de nouvelles discussions sont en cours entre Palestiniens et Israéliens, sous l'égide de l'administration Obama qui dit indispensable d'aboutir rapidement. On sait qu'une négociation ouverte se fait dans un esprit de franche complexité entre protagonistes égaux, et non dans un rapport "pat de terre contre pat de fer". Telle est pourtant la situation au Proche-Orient, entre un État fort, militaire et conquérant, et un peuple toujours en mal d'État et de reconnaissance internationale complète. La négociation ne peut aboutir. Intervient alors un parrain. Là encore, pour aboutir, ce tiers doit être impartial, basé sur telle ou telle des principes intangibles, reconnus par tous, tels le droit international et les résolutions des Nations unies.



sources : wikipedia, file, wikipedia

Or les États-Unis sont des alliés officiels et constants des gouvernements israéliens. Les divergences qui se glissent parfois entre eux sont mineures au regard des intérêts géopolitiques et économiques qui les lient. Les pressions réciproques entre fidèle protecteur et protégé justifient mal ainsi l'engagement en son le soutien et "facilité indéfectible" des États-Unis envers Israël. En témoignage le récent vote du budget au Congrès qui voit une forte augmentation de l'aide à Israël : \$28,4 milliards pour un système de défense officiellement compris en plus des quelques \$ 3 milliards annuels. J. Kerry, lui, a rencontré les dirigeants israéliens à Jérusalem et non à Tel-Aviv, capitale officielle d'Israël, alors que la question de Jérusalem est un enjeu majeur. En 2010, après de longues négociations bilatérales infructueuses, la porte-palestinienne a décidé d'y mettre un terme, la colonisation à Jérusalem-Est ou dans la Vallée

de Judaïm continuait à un rythme intense. Mais en juillet 2013, sous pression internationale, les Palestiniens ont accepté de reprendre contact avec le gouvernement Netanyahu, avec Kerry aux commandes. Neuf mois plus tard, les États-Unis veulent maintenant prolonger pour un accord-cadre permettant d'aller vers un accord global pour la fin 2014, quitte l'objectif de M. Obama. Mais la partie israélienne poursuivait sa politique de colonisation accélérée - sans compter toutes les violences de l'occupation et le siège de la bande de Gaza, les négociateurs palestiniens ont voulu se retirer, le président palestinien ne l'a pas accepté, qui a réessayer J. Kerry à plusieurs reprises.

Que propose l'administration Obama?
Essentiellement ce que demande le gouvernement israélien : un État-trou en Israël pour les juifs, dont les frontières ne seraient toujours pas définies, et dont la capitale serait Jérusalem. Fin du retour pour les réfugiés palestiniens et possibilité d'une politique israélienne expansion-

niste. Pour les Palestiniens, un État-trou identifié dans ce qui restait de la Cisjordanie, avec pour capitale une banlieue de Jérusalem. Des échanges de terre auraient lieu, permettant d'inclure une quinzaine de colonies ou territoire israélien actuel. La vallée de Judaïm, dont le sol fort potentiel agricole est aujourd'hui confié aux Palestiniens qui y vivent, resterait sous contrôle militaire israélien pour une période indéfinie. Inacceptable, ont dit les Palestiniens. (Autorité palestinienne, qui a déjà fait beaucoup de concessions au fil du temps et de ces derniers mois, ce que lui reprochent le Hamas, les partis de gauche et une large proportion de la population, exige l'application du droit international, des résolutions des Nations unies et de l'Initiative de paix arabe de 2001. L'État de Palestine sur les lignes d'avant 1967 avec Jérusalem-Est pour capitale. Demander plus aux Palestiniens serait une négation du droit international auquel souscrivent tous les acteurs, une gâchise macabre qu'un parrain impartial ne peut cautionner. ■

Après une interruption temporaire, retrouvez le dernier numéro d'Infos Palestine.

Au sommaire :

- Le « plan Kerry » : un « plan de paix » au parrain impartial ?
- Les lignes directrices - l'UE rappelle sa position en faveur du droit, ais doit l'appliquer à toutes ses relations avec Israël
- Bande de Gaza : 7 ans de blocus, l'Europe doit agir
- Yarmouk - double peine pour les réfugiés palestiniens

- Adresse de cet article : <https://plateforme-palestine.org/Infos-Palestine-no46>